Aujourd'hui, il ne faut pas se dissimuler la réalité. Parce qu'elle compte huit millions de musulmans¹ non assimilés, l'Algérie n'est pas une province française comme les autres, l'Artois ou la Normandie par exemple.

De même, parce qu'elle comprend aussi ce million de Français d'origine métropolitaine² auxquels elle doit tout, l'Algérie ne peut pas être un État national musulman. Nous rejetons absolument la conception d'un État algérien qui ne correspond pas plus à une réalité historique qu'à une réalité ethnique. (...) Mais s'il ne s'agit que de rétablir l'ordre, pour en revenir à la situation antérieure, ou l'aggraver même dans le sens de l'injustice et du mépris à l'égard du musulman, alors, mesdames, messieurs, il y a erreur, pas avec nous ! (...)

De même., s'il fallait préparer l'avènement d'un État musulman indépendant d'Algérie, ce qui reviendrait à éliminer la population d'origine européenne, alors, tout aussi fermement, pas avec nous ! (...)

Nous voulons à la fois assurer l'ordre et promouvoir les réformes. (...)

Dans le domaine militaire, des réformes radicales sont en cours. Les troupes seront mieux adaptées aux conditions de leur emploi.

Nous avons actuellement en Algérie le cinquième de l'armée française³. Il est possible, j'en suis convaincu, de faire à la fois plus et mieux. Le gouvernement entend donner à l'armée sa pleine efficacité, mais il entend aussi - et il le prouvera - être compris et obéi à tous les échelons.

Le gouvernement assurera sans défaillance la sécurité des personnes et des biens, celle des habitants d'origine européenne comme celle des musulmans (...).

Sur le plan économique et social et sur le plan des réformes administratives, vous connaissez nos intentions : effort massif d'investissements, réforme agraire, relèvement des salaires des travailleurs agricoles. (...)

Par une triple action militaire, sociale, diplomatique, la France entend témoigner de son esprit de justice, de sa résolution et de sa puissance de grande nation.

Guy Mollet, déclaration à l'Assemblée nationale, le 9 mars 1956.⁴

Guy Mollet : secrétaire général du parti socialiste SFIO, président du Conseil sous la IV^e République du 31 janvier 1956 au 21 mai 1957.

¹ Définition de l'Algérien par la religion !

² Plutôt d'origine européenne ! Définition géographique !

³ Les effectifs passent de 54 000 en 1954 à 350 000 à la fin de l'année 1956. Le service militaire est porté à 30 mois, plusieurs classes sont rappelées.

⁴ Le 12 mars le Parlement vote par 455 voix contre 76 la loi des « pouvoirs spéciaux » qui suspend la garantie des libertés individuelles en Algérie.